



S'ENGAGER POUR CHACUN
AGIR POUR TOUS
www.cfdt-sercel.com

COMMUNICATION N°3



Comme vous le savez tous, hier se sont tenus un comité de groupe CGG et les CE des différentes entités françaises du groupe. Un **vaste plan social a été annoncé** avec 928 suppressions de postes dans le monde. Il en comprend 300 en France : **112 à Sercel** dont 12 départs déjà programmés à ce jour (retraite, démission par ex). Voir tableau ci-après.

Lors de ces comités, ce plan nous est, entre autres, justifié par les résultats des prochaines années qui n'atteindraient pas ceux de 2008-2012. Or lors de ces années, des marges exceptionnelles ont été dégagées avec des chiffres d'affaires dépassant le milliard de dollars (hormis 2009). Les perspectives pour les 3 prochaines années ont été communiquées et le creux se situerait en 2016. C'est donc pour cette raison que nous insistons pour discuter de mesures alternatives au plan social. Que chacun soit conscient que nous rentrons dans un processus qui sera long.

	Suppression de postes	Départs naturels programmés	Total suppression de postes	Transfert Out	Transfert In
Nantes	67	7	74		19
St-Gaudens	7	3	10		5
Toulon	7	1	8	8	
Les Ulis	12	1	13	16	
Brest	4	0	4		
Toulouse	3	0	3		
TOTAL	100	12	112	24	24
Nbre départs maxi (dont transferts)			136		

Déclaration des élus lors des CE et CCE SERCEL Nantes et Saint-Gaudens.

Dès le début du CE, nous réitérons nos déclarations lors des réunions informelles de la semaine dernière avec la direction. Nous n'acceptons pas la soudaineté de cette annonce de plan social.

Nous sommes bien conscients, comme les salariés, que la situation conjoncturelle de SERCEL et du groupe CGG ne sont pas bonnes. Nous pouvons nous attendre à l'éventualité de telles décisions de restructuration à long terme. Par contre nous contestons l'urgence manifestement orchestrée par le groupe CGG. La direction avait annoncé lors du précédent CE, des mesures de congés imposés voire de chômage partiel. Avant même que ces mesures ne soient explorées, un plan social est planifié, sans qu'il y ait eu de discussions auparavant avec les Organisations Syndicales. Celui-ci est annoncé en même temps que la divulgation des comptes de CGG. La direction programme une première réunion le 9 novembre pour ouvrir une négociation sur ce PSE.

Nous avons déclaré que nous ne participerons pas à cette réunion pour discuter de ce plan mais pour d'abord examiner toutes les solutions alternatives jusqu'à présent non explorées.

Nous contestons, et la démarche, et le calendrier et annonçons que nous rentrons dans un climat très conflictuel à partir du moment où l'on touche à l'emploi dans l'entreprise.

Nous combattons toutes les mesures d'un plan menant à des licenciements secs.

Déclaration des élus Sercel au comité de groupe CGG

- Nous (élus CFDT et CGT de Sercel) tenons à faire part de la surprise face à l'annonce inattendue d'un PSE. Si ce scénario était envisageable dans les esprits de beaucoup, nous ne l'attendions pas si brutalement et pour plusieurs raisons.
 - Le manque de dialogue social n'a pas permis d'échanger en amont sur les éléments qui ont mené le groupe à établir ce plan. Lors des CE et CCE, seules la prise de congé imposée sur la période de Noël et la potentialité de chômage partiel en 2016 ont été évoquées. Passer de cette information à un plan social sans autre élément intermédiaire est pour le moins brutal.
 - Avant de procéder à un PSE, il est impératif que toutes les mesures de sauvegarde de l'emploi soient prises. Ça n'a pas été le cas à SERCEL.

Les IRP de Sercel se sentent donc mises devant le fait accompli de la nécessité d'un plan social établi sans aucune concertation. Ce n'est pas notre conception du dialogue social. Nous ne comprenons pas l'urgence de la mise en place de ce plan.

- Nous avons le sentiment d'être piégés par le devoir que le groupe se donne envers les actionnaires : annoncer en même temps que des résultats impactés par une conjoncture dont la dégradation s'accélère, des mesures drastiques au détriment des salariés.

Si nous convenons que la situation impose de prendre des mesures conjoncturelles, notamment d'activité partielle, nous ne comprenons pas l'urgence, en tout cas pour la branche équipement, de revoir immédiatement la structure. Nous n'acceptons pas le calendrier orchestré par le groupe qui escamote pour Sercel les solutions intermédiaires et préalables à un plan social. D'autant que cette situation (structurelle), c'est votre gouvernance Monsieur Malcor qui en porte la responsabilité.

- De plus, votre dernière communication est peu rassurante pour les salariés, voire maladroite. En effet, peu habitués à être consultés, ils ont trouvé déconcertant d'être sollicités sur un tel sujet d'orientation des activités du groupe, dans d'autres domaines que l'industrie pétrolière et gazière. À notre sens c'est quand les affaires étaient prospères qu'il fallait lancer ces idées. Même s'il n'est jamais trop tard, les effets bénéfiques, s'ils se concrétisent, arriveront trop tard pour surmonter la conjoncture.
- Dans un contexte pétrolier moribond souffrant de la situation géopolitique actuelle, ne faut-il pas considérer que le marché mutera ? Nos clients accepteront-ils à nouveau que notre industrie retrouve les taux de marges du passé ? Retrouveront-ils les leurs ? Quel objectif fixez-vous en termes de résultats à moyen terme à Sercel ?
- Nous observons que CGG change progressivement de métier, de manière contrainte ou non et délaisse finalement la prospection marine et terrestre. À moyen/long terme, quelle place dans ce contexte pour une branche équipement ?

**Nous ferons une prochaine communication
après la réunion du 9 novembre.**

Les élus CFDT et CGT SERCEL 05/11/2015